



*L'ensemble des activités se déroule au
Centre International de conférence de Bamako*

SEMINAIRES DU RESEAU MIGREUROPE

Après Ceuta et Mellila : analyser et lutter contre les politiques européennes d'immigration (externalisation de l'asile, du contrôle et des frontières)

Les images des sub-sahariens abattus par la police marocaine ont donné une visibilité à un processus en cours depuis quelques années : l'externalisation. Elle permet à l'Europe de sous-traiter à des Etats tiers le contrôle des migrants qu'elle n'a pas au préalable choisis. Ces Etats sont souvent connus pour leurs violations des droits de l'homme. De la Libye au Maroc, en passant par l'Algérie et l'Égypte, cette externalisation d'une violence négatrice des droits fondamentaux appelle des réponses de sociétés civiles du Nord et du Sud, afin que cesse la « guerre » aux migrants.

Samedi 21 janvier

8h30-11h15 Salle F7

Répression de l'émigration, externalisation de l'asile et des frontières : analyser et résister

Présentation des politiques d'externalisation et de leurs conséquences, retour sur le drame de Ceuta et Mellila ; discussion : l'aide au développement comme contrepartie. Avec la participation des femmes de la **marche de la dignité** (Mali) ; des refoulés de l'association **Retour, Travail et dignité** (Mali) ; du **FORAM**, de l'**Association marocaine des droits de l'homme** (Maroc) de l'**Association pour les droits de l'homme en Andalousie** (Espagne), d'**ARCI** (Italie) et du **GISTI** (France).

11h30-14h15 Salle F6

Expulsions d'Europe : conséquences politiques et sociales en Afrique, construction d'un réseau de mobilisations

Les politiques de répression et d'exploitation à l'encontre des sans papiers s'amplifient considérablement dans les pays riches engendrant des conséquences sociales, économiques et politiques dramatiques. Les dispositifs nationaux et européens de détention et d'expulsion se perfectionnent pour devenir des machines à expulser. Il s'agira d'explorer la politique européenne et les conséquences de ces expulsions sur les individus et les peuples, et de créer un réseau de mobilisation, de suivi, d'accueil et de défense des droits des personnes victimes de retours forcés. Avec l'**Association maliennes des sans papiers expulsés**, la **Ligue malienne des droits de l'homme et de la justice**, le **C.A.D** (Mali), l'**USE** (Sénégal), **ARCI** (Italie), **Droits devant !**, la **Cimade** (France)

17h30-20h15 Salle F6

Sociétés civiles africaines et européennes face aux politiques migratoires de L'Europe

Pour améliorer les politiques migratoires, la situation des migrants doit être envisagée à la fois sur le plan individuel (micro) et global (macro). Depuis plusieurs années, ces politiques se durcissent, présentant les migrants comme des « dangers ». Influencer sur ces politiques est donc essentiel. Cette rencontre permettra d'échanger des expériences et d'envisager les moyens d'actions des sociétés civiles africaines et européennes pour le respect des droits des migrants. Avec le **CCFD**, **ASIAD**, **Fecodev**, **Femmes de la Terre**, **Forum, Migration et développement**, **Migreurop**, **IPAM**

Dimanche 22 janvier

8h30-11h15 Salle F7

Quels recours juridiques pour les victimes de la forteresse Europe ?

Les intervenants présenteront des pistes de recours juridiques pour les préjudices subis par les migrants victimes de la répression policière et militaire. Avec la participation d'avocats africains, maghrébins et européens.

14h30-17h15 Salle F6

Comment s'organiser face à l'émergence d'une coopération institutionnelle entre l'Union Européenne et l'Union Africaine ?

Un débat ouvert, sur le modèle des assemblées plénières nous permettra de discuter ensemble autour des initiatives et perspectives à consolider pour faire face aux prochaines évolutions des politiques européennes et mondiales. Avec la présence de parlementaires européens, de syndicats, de représentants d'ONG africaines et européennes, associations, collectifs de migrants et des groupes de base.